

Aucun braquage de banque
commis au Danemark en 2022



L'argent liquide et ses usages

Le Danemark n'a enregistré aucun braquage de banque l'an dernier, ce qui s'explique par le fait que les agences détiennent de moins en moins d'argent liquide. Si les paiements en espèces diminuent dans la zone euro, le nombre de billets en circulation ne cesse d'augmenter.

L'actualité

Aucun braquage de banque n'a été commis au Danemark l'an dernier, a annoncé la semaine dernière le vice-président de Finansforbundet, un syndicat de salariés du secteur financier. Il s'agit d'une première historique, a-t-il précisé. En 2000, le pays avait enregistré 221 braquages de banque, « soit près d'un par jour » ouvré, précisait Finansforbundet. La baisse du nombre de braquages s'explique principalement par le fait que les banques détiennent de moins en moins d'argent liquide dans leurs agences et par la fermeture de nombreux distributeurs. Les banques accompagnent ainsi une tendance à la réduction de l'utilisation des pièces et des billets.

Les paiements en espèces ont représenté 59 % des transactions réalisées dans les points de vente de la zone euro en 2022, selon une [étude publiée en décembre](#) par la [Banque centrale européenne](#). Ils constituaient encore 79 % des transactions en 2016. Si le liquide reste le mode de paiement le plus fréquemment utilisé, le mouvement de baisse s'est fortement accentué depuis le début de la pandémie de Covid-19.

Les formes de monnaie

Les pièces et les billets composent la **monnaie fiduciaire**. À l'heure actuelle, la fabrication de cette monnaie est un droit réservé aux États. En France, les pièces sont créées par la Monnaie de Paris, un établissement public, et les billets sont confectionnés par la Banque de France, la banque centrale française, une institution indépendante dont le capital appartient à l'État français.

Une autre monnaie existe, dite scripturale, c'est celle qui **correspond aux sommes inscrites sur les comptes bancaires**. La **monnaie scripturale** est créée par les banques commerciales. Lorsqu'elles accordent un prêt à des agents économiques (ménages, entreprises, administrations, etc.), le montant de ce crédit est inscrit sur le compte en banque du client : de la monnaie est ainsi créée.

D'autres instruments d'échange sont couramment qualifiés de monnaies, comme les **cryptomonnaies**. Cependant, ces monnaies numériques n'ont pas de cours légal reconnu par l'État (sauf rares cas). Elles peuvent donc être refusées par les commerçants.

Le contrôle par l'État de la monnaie fiduciaire

Si la fabrication de la monnaie fiduciaire représente un coût pour les États et les banques centrales, ils gagnent des revenus sur sa vente, appelés [revenus de seigneurage](#). Lorsqu'une banque commerciale a besoin de billets pour ses clients, elle les commande à la banque centrale. La banque commerciale est tenue de payer chaque billet à sa valeur faciale, mais pour régler ce montant, elle l'emprunte le plus souvent auprès de la banque centrale, qui perçoit dès lors des intérêts sur ce prêt.

Les revenus de seigneurage correspondent à la différence entre les intérêts perçus par la banque centrale et ses dépenses pour fabriquer, distribuer et entretenir les billets. La banque centrale reverse, selon les législations, tout ou partie de ses revenus de seigneurage à l'État, qui représentent donc pour lui une ressource financière. Si les revenus de seigneurage ont diminué dans la zone euro entre 2008 et 2021 en raison de la baisse des [taux d'intérêt](#), ils sont appelés à remonter du fait de la hausse de ces taux.

En France, le stock de billets en circulation a été multiplié par près de six depuis 2002, date du lancement de l'euro sous forme de pièces et de billets, selon une [étude publiée en septembre](#) par la Banque de France. Elle précisait que si les billets sont de moins en moins utilisés comme moyen de paiement, ils sont « détenus de façon croissante pour d'autres motifs, comme la thésaurisation », c'est-à-dire une [épargne](#) non placée, et « la demande hors zone euro ».

Recul des espèces

Le recul des espèces comme moyen de paiement s'explique par des innovations, telles que l'arrivée du **paiement sans contact**, mais aussi par la législation. En France, les paiements en liquide sont plafonnés, [par exemple à 1 000 euros](#) pour une transaction entre un particulier et un professionnel ou entre professionnels. L'objectif est de « limiter la part des transactions anonymes dans l'économie qui peuvent correspondre à des actions de fraude, de blanchiment, voire de financement du terrorisme », expliquait en 2015 le ministère de l'Économie.

Dans un ouvrage publié en 2016 dans un contexte de faible [inflation](#), l'économiste américain **Kenneth Rogoff** plaidait pour la **fin de l'argent liquide**, qui empêche les banques centrales de « baisser les taux d'intérêt bien en dessous de zéro ». Si elles le faisaient, les banques commerciales devraient appliquer des taux négatifs sur les dépôts. Les agents économiques auraient donc intérêt à retirer leur argent pour ne pas être taxés. Selon Kenneth Rogoff, interdire les espèces permettrait aux banques centrales de mieux mener leur politique monétaire, puisque les agents économiques ne pourraient plus retirer des espèces, et de relancer la croissance.

Défense de l'argent liquide

Dans une [étude de 2017](#), les économistes Christian Beer, Urs Birchler et Ernest Gnan défendaient la **monnaie fiduciaire**, ce « moyen de paiement peu coûteux » pour les consommateurs, à la fois « rapide » et « aisé à utiliser ». Ils rejoignaient ainsi la théorie de l'économiste britannique **John Maynard Keynes** (1883-1946) selon qui les individus ont naturellement « une préférence pour la liquidité », c'est-à-dire pour la détention de pièces et de billets.

Selon Christian Beer, Urs Birchler et Ernest Gnan, la **monnaie fiduciaire** permet de préserver « la vie privée et l'anonymat » et se révèle plus sûre que les systèmes de paiement électronique, qui peuvent faire l'objet de **cyberattaques**. Ils insistaient sur le fait que l'argent liquide est « souvent vital pour des groupes socialement défavorisés », tels que les migrants souhaitant transférer de l'argent à l'étranger. Ces transferts se révèlent « trop coûteux quand ils sont effectués par des services bancaires », écrivaient-ils. C'est pour cette raison que les migrants se tournent vers des systèmes permettant de transférer de la monnaie fiduciaire entre les pays, [comme le hawala](#).

Pour aller plus loin

RESISTANCE DU CASH

Dans un reportage diffusé en 2020, France Culture présente les arguments en faveur de la monnaie fiduciaire. La journaliste Marie Viennot aborde l'exemple de la Suède, où une loi oblige depuis 2020 les banques à fournir de l'argent liquide.

[Écouter le podcast.](#)

DES THEORIES

Milton Friedman, John Maynard Keynes, Karl Marx... Sur le site de sciences économiques et sociales Melchior, le professeur de SES Christian Hellebode détaille les théories des principaux économistes sur la monnaie.

[Lire la présentation.](#)

Source : <https://www.brief.eco/>